

LE PARTI DE GAUCHE A RENCONTRE LE NPA ET LE PCF APRES LES ELECTIONS EUROPEENNES. EXTRAITS DES DECLARATIONS COMMUNES.

Avec le NPA

(...) Sarkozy et la droite se prévalent des résultats des élections européennes pour donner une légitimité à leur politique réactionnaire. Pourtant seul un électeur sur dix a donné son suffrage à l'UMP. Il s'agit en réalité moins d'une victoire de la droite que de l'incapacité de la gauche à lui opposer une véritable alternative. En proposant d'accompagner ce système et en se contentant de remèdes homéopathiques qui ne le remettent pas en cause, cette gauche devient du coup inutile aux yeux du plus grand nombre. C'est ce qui explique la crise profonde des partis de la sociale démocratie en Europe. L'abstention massive des classes populaires et des jeunes – phénomène le plus important de ces élections – illustre cruellement cette tendance de fond. Cette abstention est certes liée au rejet de l'actuelle construction libérale et anti démocratique de l'Europe. Mais aussi au fossé de plus en plus grand entre les aspirations populaires et l'offre de la gauche institutionnelle. Dans une situation où la crise va s'aggraver, il y a là un risque majeur. On ne peut que s'inquiéter de la progression de l'extrême droite. Elle prouve qu'elle peut profiter du désespoir des milieux populaires.

Les deux partis soulignent également l'ambiguïté du vote Europe Ecologie. Il reflète une prise de conscience salutaire de la crise écologique. C'est décisif ! Mais ses porte-paroles en font aussi une stratégie politique pour dépasser le clivage gauche/droite. Pour nous, on ne peut ignorer le lien étroit entre la logique prédatrice du capitalisme et le désastre environnemental.

Ils s'accordent pour favoriser l'unité la plus grande contre les projets de la droite et du patronat que ce soit dans le domaine social, écologique, et des droits et des libertés. Le NPA et le Parti de Gauche sont ainsi unis actuellement dans la mobilisation contre l'EPR ou dans le comité national contre la privatisation de La Poste. Mais ils avancent aussi des propositions d'initiatives sur le terrain de la lutte contre les licenciements.

Les deux formations estiment aussi indispensable d'unir les forces de gauche et des écologistes qui rejettent la logique du système capitaliste aux élections régionales. Il est urgent de rendre plus crédible une véritable alternative au système.

Les deux partis constatent que les propositions issues de leurs instances nationales respectives sont suffisamment proches pour leur permettre d'avancer dans cette voie unitaire pour les élections régionales. En conséquence, ils se prononcent au premier tour des régionales pour un accord national pour les 21 régions hexagonales sur des listes associant les forces qui composent aujourd'hui le Front de Gauche comme le PCF et le Parti de Gauche et le NPA, LO, Alternatifs, Alterekolo et les autres courants qui sont dans la Fédération, militant-e-s de quartiers ou du mouvement social. Le NPA les nomme « forces anticapitalistes », et le PG « l'autre gauche ». Ces listes seraient porteuses des exigences des classes populaires, d'un programme d'urgence en rupture avec la logique capitaliste et le productivisme pour les régions. Elles seront autonomes et indépendantes du PS et des listes de type Europe Ecologie.

Au second tour, les listes soutenues par le Parti de Gauche

et le NPA se batront pour faire gagner la gauche et empêcher que des régions basculent à droite. Pour cela, les deux organisations se prononcent d'ores et déjà pour des fusions « techniques » ou « démocratiques » des listes de gauche à l'exception de tout accord incluant le Modem. (...)

Avec le PCF

(...) Les deux partis ont souligné l'abstention massive des classes populaires et des jeunes dans cette élection, le recul en France et en Europe des forces qui se réclament de la sociale démocratie ou du social libéralisme, le résultat ambigu de la liste Europe Ecologie qui a su capter la sensibilité aux questions écologiques mais sur une base voulant transcender le clivage gauche/droite.

Ils dénoncent l'attitude de Nicolas Sarkozy qui se réclame du résultat des élections pour se considérer légitime à poursuivre sa politique de fuite en avant dans un sens toujours plus libéral. Les deux délégations ont porté une appréciation positive sur les résultats et la dynamique du Front de gauche et insisté sur la campagne militante qui l'a porté. Le PCF et le Parti de Gauche disent leur volonté de poursuivre cette dynamique sans attendre.

Il s'agit de travailler sur des contenus alternatifs, tout en proposant des mobilisations contre les projets de la droite. Le Front de Gauche veut travailler à une alternative permettant un rassemblement majoritaire sur un véritable contenu alternatif aux orientations du pouvoir actuel, pour les élections à venir : régionales, présidentielles, législatives.

Une première réflexion s'est tenue sur les élections régionales. Dans le prolongement des Européennes, le Parti de Gauche a fait état des conclusions de son CN pour des listes autonomes de large rassemblement de l'autre gauche au premier tour. Ces listes auront pour ambition d'être en tête de la gauche à l'issue du premier tour, moyen le plus sûr pour faire des régions des « boucliers régionaux » capables à la fois de s'opposer à la politique de Sarkozy et de mettre en œuvre des mesures portant une logique de rupture avec la logique capitaliste et le productivisme. Au 2ème tour, hors tout accord avec le Modem, le PG a rappelé qu'il aurait pour préalable d'empêcher toute victoire de la droite.

Le Parti Communiste Français a rappelé que dans le cadre de la poursuite et de l'élargissement de la démarche du Front de Gauche, il entendait tout faire pour empêcher la droite de reconquérir des régions, pour créer les conditions de majorités politiques clairement ancrées à gauche sur des projets nettement plus combatifs que ceux mis en œuvre depuis six ans, pour renforcer dans ces assemblées l'influence et l'autorité d'élus et d'élues au service de tels projets.

Afin d'inscrire la démarche du Front de Gauche dès maintenant dans la durée, des rendez-vous sont déjà pris : le Forum-débat « 3 heures pour une alternative de gauche » le 3 juillet à la Mutualité, la Fête de l'Humanité mais aussi des mobilisations unitaires sur les propositions de loi déposées conjointement contre les licenciements ou une loi demandant l'abrogation de la loi LRU que les deux partis entendent porter ensemble.